

Présidente de l'Observatoire des Relations de Genre dans l'Education au Sénégal – ORGENS

Responsable thématique Genre - PAALAE

### 1. De l'agriculture et de la situation alimentaire des femmes rurales

Le Sénégal, avec un revenu national brut (RNB) par habitant de 550 \$ US, est au 157e rang, sur l'Indice de développement humain des Nations Unies (rapport 2005) et éprouve des difficultés à cultiver suffisamment pour nourrir sa population.

Les importations alimentaires ont représenté au moins 70 pour cent des importations agricoles totales en l'an 2000. Cinq produits ou groupes de produits, occupent environ 74 pour cent du total: céréales (riz et blé, 46 pour cent); produits laitiers (8 pour cent) sucre raffiné (2 pour cent), huiles végétales (huiles de colza, huile de soja, 19 pour cent) et fruits et légumes (9 pour cent). Les importations alimentaires totales nettes n'ont pratiquement pas cessé d'augmenter, ce qui a aggravé la situation du Sénégal, comme importateur net de produits alimentaires. Aujourd'hui, 80 % du riz consommé annuellement vient de l'importation.,

Pendant plusieurs dizaines d'années, y compris du temps de la colonisation française, le secteur des arachides a bénéficié de la part du lion du financement agricole public. En effet, depuis l'indépendance de 1960, presque toute la formation technique, les subventions et les services de vulgarisation agricole fournis par l'État ont été axés sur la production d'arachides, un quasi monopole des hommes.

L'ouverture récente des frontières aux huiles raffinées étrangères a fini de mettre à genou la filière de l'arachide, culture de rente tyrannique aux mains des hommes, imposée par la

colonisation française, au détriment de celles vivrières dévolues aux femmes.

De plus en plus, l'emblavement de milliers d'hectares pour produire des agro carburants comme le jatropha, plutôt que pour nourrir les gens, a contribué à augmenter les difficultés. Une société norvégienne a demandé aux communautés rurales de pouvoir en produire sur plus de 200 000 hectares (environ 10 % des terres arables du pays). D'autres investisseurs sont aussi en lice sur cette spéculation.

Les augmentations continues, annoncées ou clandestines du coût des denrées de première nécessité qui sont hors de prix, ont appauvri les familles et influencé, de manière notable, entre autres phénomènes, les élections locales de mars 2009. Déjà, en 2003, des milliers d'agriculteurs du Sénégal ont manifesté à Dakar pour exprimer leur colère et exiger des politiques capables d'améliorer leurs récoltes, accroître stimuler leurs revenus afin de réduire la pauvreté rurale. La révolte des femmes en 2008 contre le coût de la vie, répliquée dans presque toutes les localités du pays témoigne également de ce « mal vivre ».

Aujourd'hui, au Sénégal, le « Tout Marché » guidé par l'option obsessionnelle de quitter le plancher des moins de 2% que pèse l'Afrique dans le commerce international, est le gouvernail qui oriente les politiques de développement dont l'agriculture qui perd ainsi sa fonction première de nourrir les individus. D'ailleurs, un proverbe bien du Sénégal dit que « *avant de cuisiner pour vendre, il faut d'abord cuisiner pour manger* ». Ceci est applicable à l'agriculture à laquelle il importe aujourd'hui de redonner sa fonction primordiale de préserver une vie de qualité et la dignité humaine.

## 2. De l'agriculture et de la formation des femmes rurales

Quand l'agriculture est en crise, la vulnérabilité prend des dimensions différentes selon qu'on soit un homme ou une femme.

Dans le contexte du Sénégal, les femmes constituent une catégorie particulièrement exposée, qui subit plus que d'autres les répercussions de la détérioration des systèmes agraires.

Les femmes, dépendantes des chefs d'exploitation pour l'accès à la terre, aux semences et aux attelages de culture, ont dans leur grande majorité des ressources faibles et en diminution.

En Afrique sub-saharienne, (dont le Sénégal,) les femmes ne possèdent que 2% des terres, elles constituent près de 70% de la force de travail agricole du continent et produisent une majorité des denrées alimentaires [5].

Du fait du faible accès des femmes à la terre et du fait aussi d'une division sexuelle des espèces culturales, leur non accès à la vulgarisation des techniques modernes, les conditions de vie et le statut social des femmes rurales sont nettement plus problématiques que ceux des hommes ruraux.

**Pourtant les femmes possèdent des connaissances détaillées et complexes des systèmes agricoles dont elles sont en charge [6].**

**Les savoirs détenus par elles sont axés aux cultures vivrières, sont inutilisés puisque non nécessaires aux filières de rente comme l'arachide.**

**Cette marginalisation a mis sous le boisseau les connaissances complexes et détaillées qu'elles détiennent des systèmes agricoles.**

Cela a enfoui dans l'ombre bien des savoirs endogènes en matière d'agriculture pour nourrir la communauté. Ces savoirs sont pour la plupart détenus par les femmes dont la fonction nourricière a toujours été le pilier de la survie familiale.

**3. La formation des femmes rurales et la valorisation des savoirs endogènes féminins** doivent être un élément central du dispositif ciblant la sécurité alimentaire. Ces savoirs sont facilement assimilables et génèrent des résultats culturellement acceptables, viables et durables parce qu'acquis au sein de la communauté grâce à des connaissances et à des expériences pratiques de l'environnement et du milieu, connaissances et expériences capitalisées et entretenues sur des générations. Leur utilisation peut soutenir une agriculture

aujourd'hui peu productive confrontée à une dégradation continue des sols, toute situation due à des politiques agricoles inadaptées. Préserver ce capital de connaissances passe par l'implication des femmes détentrices dans la formulation et la formalisation des contenus de la formation agricole. Au Sénégal, depuis bientôt deux ans, la Banque mondiale s'intéresse à ces savoirs. Est ce pour les breveter et en faire un capital privé ?

**Le renforcement du pouvoir des femmes par la régénération de leurs connaissances agricoles, leur accès aux savoirs endogènes et modernes ainsi que l'accès à la terre et aux intrants** dans le respect de la nature.

ne conception juste et durable de la sécurité alimentaire attache une plus grande attention aux déséquilibres sociaux de genre et inscrit à l'ordre du jour le renforcement des talents physique et humains des femmes en vue d'encourager la croissance agricole, la sécurité alimentaire, l'équilibre des écosystèmes, la sûreté nutritionnelle, la durabilité des revenus et l'autonomisation de manière pérenne.

Encadrer les femmes afin de redonner aux familles le droit d'avoir un accès régulier, permanent et libre, à une nourriture quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante, correspondant aux traditions culturelles mais ouvertes aux connaissances scientifiques modernes en matière de nutrition assure une vie psychique et physique, individuelle et collective, libre d'angoisse, satisfaisante et digne. Pour cela, il faut redonner à l'agriculture et aux femmes la pleine attribution de préserver la Vie.

Les connaissances traditionnelles dans la production des semences, les savoirs endogènes dans les liens entre les espèces, expression diverse de la Vie doivent alors être valorisées car elles sont aujourd'hui fortement menacées par la déforestation et l'utilisation des semences modifiées. Le rôle des femmes est connu, dans la conservation des méthodes anciennes, plus conformes à l'éthique et à la qualité de la vie. Des hommes aussi sont impliqués dans ce volet.

La revitalisation et le partage de ces savoirs appuient la promotion des modèles alternatifs de production.

Les pratiques agricoles des femmes améliorent la sécurité alimentaire pour leurs familles et leurs communautés

Le rôle évident des femmes dans la survie de la famille doit s'articuler à la promotion de la justice sociale par la défense des droits des femmes et la réduction des disparités de genre dans l'accès aux savoirs, aux compétences agricoles et aux terres.

En milieu rural, l'accès et la réussite scolaires des filles et des femmes demeure problématiques malgré l'injection de 40% du budget de fonctionnement de l'état (hors dépenses communes et hors service de la dette) consacré à l'éducation et à la formation.

Dans le cadre agricole, le renforcement des capacités a surtout ciblé les filières d'exportation lesquelles enrôlent les hommes. Donc, les femmes sont exclues des initiatives d'encadrement rural.

La Promotion de modèles agricoles alternatifs et l'implication des personnes détentrices de savoirs endogènes œuvrent au renforcement des capacités et des connaissances des femmes. Leurs capitaux cognitifs et pécuniaires sont réinvestis dans la famille alors que les hommes pensent plutôt à prendre d'autres épouses.

En plus, le processus de la décentralisation est une opportunité à saisir pour améliorer leur accès à la terre.

[5] Genre en Action, Bulletin n°7, juillet 2008 « Genre et sécurité alimentaire : les inégalités face à la faim » par Lucia Direnberger

[6] Ibid